



INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL CAFÉ
ORGANIZAÇÃO INTERNACIONAL DO CAFÉ
ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

ICC 105-10 Add. 1 (F)

17 septembre 2010
Original : anglais

F

Conseil international du Café
105^e session
21 – 24 septembre 2010
Londres, Angleterre

**Résumé des rapports de situation soumis par
les Agences d'exécution de projet (AEP) sur
les projets en cours de mise en œuvre**

Contexte

L'OIC, en tant qu'organe de contrôle des projets sur le café du Fonds commun pour les produits de base (FCPB), participe au suivi de la mise en œuvre des projets, notamment l'examen de la réalisation des objectifs, l'identification des contraintes et la vérification des dépenses. Le présent document contient le résumé en français du rapport de situation sur deux projets mettant en jeu des pays francophones. Le rapport complet en anglais est disponible sur demande auprès du Secrétariat.

Annexe VI : Exploitation du potentiel du café Robusta gourmet au Gabon et au Togo – CFC/ICO/42 (AEP : CABI)

Annexe VII : Accroissement de la résistance du café à la rouille des feuilles et autres maladies en Inde et dans quatre pays africains – CFC/ICO/40 (AEP : CABI)

Annexe VIII : Accès au financement pour la mise en valeur de cultures de diversification dans les régions de caféiculture - CFC/ICO/30 (AEP : FGCCC/OCIBU)

Mesure à prendre

Le Conseil est invité à prendre note de ce document.

**EXPLOITATION DU POTENTIEL DU CAFÉ ROBUSTA GOURMET
AU GABON ET AU TOGO
(CFC/ICO/42)**

- 1. Période couverte par le rapport : 1 janvier 2010 - 30 juin 2010**
- 2. État d'avancement du projet**

Le projet progresse conformément au plan annuel de travail et au budget pour 2010.

Élément 1 - Amélioration de la qualité et de la productivité

- Pour améliorer l'accès aux intrants agricoles au moyen d'une facilité de crédit, les caféiculteurs du projet au Gabon ont reçu les produits agrochimiques nécessaires, y compris les engrais, les insecticides et les outils agricoles pour faciliter l'augmentation de la productivité et de la qualité, le tout sur une base de don. Dans le cas du Togo, le CCFCC a facilité l'acquisition d'engrais qui ont ensuite été proposés à tous les producteurs de café prenant part au projet. Les engrais ont été fournis sur la base d'un crédit et du prix de gros.
- L'activité de formation vise à donner aux agents de vulgarisation et aux formateurs des compétences nouvelles en matière de production de café y compris l'élagage, le désherbage, le paillage, l'utilisation d'engrais et de pesticides, le traitement post-récolte, la transformation, la traçabilité, le stockage et la manutention pendant le transport. L'activité a été menée à bien au Togo et au Gabon.
- Outre la fourniture d'outils manuels, l'activité vise également à dispenser une formation sur les BPA pour le gourmet Robusta en fonction de la matrice du Code des 4C. Ultérieurement, il est prévu que le café produit selon des pratiques améliorées soit certifié conforme aux systèmes de certification ordinaires tels que le Code des 4C. La formation aux bonnes pratiques agricoles et de transformation a été entreprise au Gabon et au Togo.
- Afin d'identifier les groupes et les sites d'établissement de la production de café gourmet, onze nouvelles parcelles de démonstration ont été créées au Togo. Cette opération conclut la mise en place des parcelles de démonstration dans le pays. L'analyse des données de référence a donné des résultats différents de celle de la seconde moitié de l'année. L'activité sera donc terminée d'ici la fin de l'année.
- Pour faciliter l'accès aux semences de variétés améliorées, les jardins-mères du Togo ont été réhabilités, plusieurs nouvelles pépinières ont été créées au Gabon et des semences de variétés améliorées ont été introduites au Cameroun et en Côte d'Ivoire. Ces pépinières ont été entretenues pendant l'année. Les jardins-mères réhabilités pendant la première année ont été entretenus au Togo et 30 000 semis ont été produits et distribués dans les différentes zones. Dans le cas du Gabon, des semis ont été produits en quantité suffisante et distribués aux caféiculteurs. Les 10 parcelles de démonstration créées pendant la première et la deuxième année ont été entretenues et utilisées pour des fins d'enseignement.

- Tous les caféiculteurs participant au projet au Togo ont été formés par les formateurs locaux dans les domaines de la cueillette sélective du café, du séchage et du départage. En outre, les caféiculteurs du Gabon ont été formés à la construction de lits améliorés de séchage du café au moyen de matériaux locaux. Un total de 65 petits caféiculteurs ont été formés dans ce domaine.
- Suivi de la vente du café - traçabilité : Au Gabon, le café a été produit pour la première fois cette année. La récolte se poursuivait encore à la fin de la période considérée. Le Togo a produit un total de 31,6 tonnes de café transformé à l'aide de méthodes améliorées.
- Pour faciliter la commercialisation, des échantillons de qualité ont été envoyés à un laboratoire en Suisse pour analyse. Les résultats montrent que les grains avaient encore une teneur élevée en humidité et en défauts (dégâts d'insectes et fèves brisées). Ces résultats seront utiles pour définir la formation sur l'amélioration de la cueillette pendant la prochaine campagne.
- Les machines et le matériel pour le Robusta lavé comprennent la fourniture de dépulpeuses manuelles aux petits exploitants pour leur permettre de produire du Robusta lavé. L'amélioration des installations existantes de traitement avant exportation pour les rendre compatibles avec le café en parche (provenant du lavage) et assurer la qualité du café gourmet, est également incluse. Cette activité n'a pas encore été lancée.
- En ce qui concerne l'installation d'équipements de production de Robusta lavé, les caféiculteurs ont reçu une formation sur la production et la transformation de café conforme aux normes du marché du Robusta gourmet. L'équipement acheté à cette fin a été livré au Gabon et au Togo. Six centres de dépulpage (trois dans chaque zone) ont été établis au Gabon, chaque centre desservant 15-20 petits exploitants. L'installation d'usinage à sec au Togo a également été lancée.
- Le laboratoire de qualité à la dégustation a été installé au Gabon et la formation à l'utilisation de l'équipement menée à bien. Cette installation est maintenant utilisée.

Évaluation de l'utilisation des ressources

Le montant total des dépenses s'établit à 214 659,42 dollars EU pour la période comprise entre janvier et juin 2010. Le budget total pour 2010 est de 560 489,05 dollars EU (moins 5% pour imprévus) et le taux d'utilisation du budget était de 38% à la fin juin. Les activités qui n'avaient pas été engagées en 2009 et reportées à 2010 seront mises en œuvre au cours du second semestre de l'année, ce qui augmentera le taux d'utilisation. Pendant la période considérée, la contribution de contrepartie s'est élevée à 104 336,15 dollars EU sur un budget total de 250 478,75 dollars EU.

Les dépenses par rapport au budget se décomposent comme suit : Élément 1 - 11%, Élément 2 - 68%, Élément 3 - 64%, Élément 4 - 76%, Élément 5 - 34% et Élément 6 - 47%. Le taux d'utilisation du budget global est de 38%, comme mentionné ci-dessus.

Le nombre de demandes pendant la période allant jusqu'à juin 2010 a été faible et nous étudions cet aspect avec les pays partenaires pour en déterminer la raison et assurer que la présentation bimensuelle des demandes est bien assurée par les partenaires.

Les fonds reçus du FCPB pendant l'année s'élèvent à 286 290,15 dollars EU, les demandes provenant de l'AEP et des agences de mise en œuvre du projet. Cela a facilité l'efficacité des flux de trésorerie pour les activités du projet, en particulier pour la mise en œuvre des activités pour 2010.

Évaluation de la coordination et de la gestion du projet

La plupart des systèmes de gestion du projet ont été mis en place pendant la première année et les collaborateurs ont été formés aux procédures de gestion et de comptabilité. En conséquence, la coordination nationale a bien fonctionné pendant la période considérée.

Effets sociaux et environnementaux de la mise en œuvre du projet

Le projet a déjà un impact positif sur les producteurs en améliorant leurs compétences et leurs connaissances de base sur la production de café et les pratiques de traitement améliorées. La campagne de sensibilisation engagée au Togo pendant la première année a donné espoir aux caféiculteurs qui, depuis, ont amélioré leurs niveaux de production de café de manière significative. Des impacts supplémentaires sur les foyers devraient être ressentis lorsque le café produit pendant l'année en cours sera vendu.

Planification préalable de la mise en œuvre du projet

Le principal défi des mois à venir sera d'assurer que le café produit selon ces nouvelles pratiques de transformation est commercialisé en fonction de sa qualité. L'autre activité cruciale est d'installer le matériel et de l'utiliser pendant la cueillette (octobre – décembre) au Togo. Une formation complémentaire continue sur l'évaluation de la qualité du café sera entreprise en septembre 2010.

Conclusions et recommandations

En conclusion, le projet atteindra la plupart de ses objectifs pour 2010. Toutefois, comme noté précédemment, le Gabon vient de faire sa première récolte et les installations d'usinage à sec du Togo serviront pour la première fois pendant la prochaine campagne. Il est fortement recommandé d'envisager une prorogation sans frais du projet pour permettre aux deux pays de ressentir les avantages des pratiques améliorées de transformation, comme indiqué dans le rapport d'évaluation du projet.

**ACCROISSEMENT DE LA RÉSISTANCE DU CAFÉ À LA ROUILLE DES
FEUILLES ET AUTRES MALADIES EN INDE ET DANS QUATRE PAYS
AFRICAINS
(CFC/ICO/40)**

1. Période couverte par le rapport : 1 janvier - 30 juin 2010

2. État d'avancement du projet

Des progrès substantiels ont été accomplis dans la collecte de données provenant d'essais variétaux destinés à sélectionner des variétés, notamment les deux sélections indiennes, pour résistance aux maladies, pendant la période considérée, un an après la plantation des essais.

Des études épidémiologiques portant sur l'évaluation de l'ombrage et de l'impact économique de la rouille des feuilles sont menées au Kenya où les données sur l'ombrage ne donnent pas de résultats concluants. Des enquêtes socioéconomiques ont été réalisées en Inde et sont pratiquement terminées. Le Programme de stage pratique de terrain destiné aux exploitants a bien progressé dans tous les pays et a permis aux caféiculteurs d'acquérir des connaissances sur la bonne gestion du café en général et la gestion des maladies du café en particulier, y compris la rouille des feuilles. Des approches participatives sont employées dans cette activité. La demande de semences de variétés améliorées a été documentée au Kenya et en Inde, où cette activité est effectuée en continu par les instituts du café.

L'entretien des jardins semenciers a assuré une source de semences de variétés améliorées existantes de café. En outre, l'Ouganda a propagé des clones résistants à la trachéomycose au moyen d'une technologie de culture tissulaire qui a été partiellement soutenue par le projet.

En outre, les collections existantes de café des pays participants ont été conservées et gérées dans le cadre du projet grâce à la fourniture d'intrants agricoles et d'un entretien général. Un certain nombre de collections de café qui auraient pu être perdues ont été régénérées par le projet.

Des échantillons de rouille des feuilles du café ont été prélevés et envoyés au Portugal pour déterminer le type de rouille des feuilles présentes dans chaque pays. Des échantillons ont été envoyés par l'Ouganda, le Rwanda et le Kenya. En outre, les trois pays ont envoyé leurs scientifiques pour recevoir une formation sur l'identification des races de rouille. L'Inde a continué la vérification de nouvelles races au Portugal.

La collecte des données a commencé sur les essais de variétés à des fins de sélection de deux variétés de café indien et de variétés locales résistantes à la rouille des feuilles et aux maladies du fruit du caféier. Un résultat isolé au Kenya a montré qu'une sélection indienne est tolérante à la brûlure bactérienne du café (BBC). D'une manière générale, les deux

sélections ont montré un grand degré de résistance à la rouille des feuilles pendant les premiers stades de l'évaluation. Cependant, une certaine ségrégation semble évidente, qui peut nécessiter une sélection supplémentaire de variétés en Afrique. Les essais en champ sur les fongicides ont bien progressé dans tous les pays et de nombreuses données ont été recueillies. Les essais des fongicides sont en cours en Inde, au Rwanda, en Ouganda et au Zimbabwe.

Les activités de communication ont porté sur la conception et la diffusion de matériel d'information, affiches, dépliants et programmes et sur le Programme de stage pratique de terrain destiné aux exploitants, qui a été confié à l'AEP.

Tous les rapports d'audit de toutes les institutions participantes sont terminés. CABI a fourni des documents et assuré le suivi de toutes les agences d'exécution du projet en dépêchant le directeur de projet en mission dans chacun des pays, et le spécialiste de la formation et des stages pratiques de terrain a également soutenu les agences d'exécution du projet en matière de formation et de Programme de stage pratique de terrain destiné aux exploitants.

D'une manière générale, les activités sont mises en œuvre conformément au calendrier.

3. Évaluation de l'utilisation des ressources

Les dépenses budgétaires totales pendant la période considérée se sont élevées à 293 311,57 dollars EU (janvier-juin 2010). Le budget total pour 2010 est de 722 213,02 dollars EU (moins 5% pour imprévus) et le taux d'utilisation du budget à la fin juin 2010 s'établissait à 41%. A ce jour, le FCPB a déboursé 427 607,89 dollars EU pendant la période considérée. Le taux d'utilisation du budget est faible car une grosse dépense au titre de la formation des scientifiques en matière d'identification des races au Portugal n'était pas incluse au moment de la préparation de ce rapport ; elle figurera dans la période à venir. L'activité a commencé pendant la période considérée (juin) et s'est prolongée pendant la période de référence suivante (juillet) mais le paiement a été effectué en juillet 2010 ; le coût ne figure donc pas dans la période considérée.

Les dépenses par élément s'établissent comme suit ; Élément 1 - 62%, Élément 2 - 39%, Élément 3 - 59%, Élément 4 - 32% et Élément 5 - 34%. Le taux d'utilisation global du budget est de 41%, comme mentionné ci-dessus. La contribution de contrepartie pendant la période s'élève à 51 474,11 dollars EU sur un budget total de 292 461,21 dollars EU.

Le processus de demande de paiement a été plus efficace qu'en 2009. Les partenaires ont soumis leurs demandes sur une base bimensuelle. Le seul partenaire qui connaît encore des difficultés avec le processus de demande est l'Inde. Pendant le trimestre en cours, l'AEP organisera une formation à l'intention de ce partenaire pour assurer que tous les partenaires suivent les mêmes procédures de demande de paiement.

En règle générale, les flux de trésorerie du projet ont été efficaces grâce aux versements en temps voulu du FCPB. Nous espérons que l'efficacité de ce processus se maintiendra pour que les activités du projet progressent comme prévu. Toutefois, les comptables de projet de deux de nos partenaires ont démissionné. Les comptables du projet du Rwanda et du Kenya ont quitté leurs organisations respectives pendant la période considérée. C'est un revers grave car ils avaient été formés aux besoins du FCPB en matière de rapports financiers. Pour que ces deux partenaires ne perdent pas leurs capacités en matière de rapports financiers, l'AEP se rendra chez eux pour former les nouveaux comptables aux exigences du FCPB et au système de demande de paiement. Un soutien financier sera également fourni par téléphone et courriel.

L'AEP a amélioré le niveau de communication avec les partenaires sur les questions financières. Les questions soulevées par les partenaires ont été traitées à l'amiable ; les demandes sont maintenant reçues sur une base bimensuelle et une amélioration considérable a été constatée dans les demandes. Nous espérons que cette tendance se poursuivra pendant la période juillet - décembre. Il convient également de mentionner qu'avec l'appui du Fonds commun pour les produits de base (FCPB), les activités des partenaires se sont bien déroulées en raison de flux réguliers de trésorerie et d'un suivi adéquat par le coordinateur de projet. L'AEP a également réduit son temps de traitement et les partenaires envoient maintenant des demandes en bonne et due forme accompagnée des pièces justificatives adéquates, à l'exception de l'Inde. Cette question sera abordée pendant le trimestre en cours.

4. Évaluation de la coordination et de la gestion du projet

La coordination du projet a été bonne pendant la période considérée. Toutes les agences d'exécution du projet ont bénéficié d'une coordination et les activités du projet ont été mises en œuvre de façon adéquate. Les activités d'appui ont grandement contribué à améliorer la mise en œuvre. Deux visites ont été effectuées dans chacune des agences d'exécution du projet pour appuyer les partenaires dans la mise en œuvre des activités du projet et de la gestion des finances du projet. Un voyage supplémentaire a été effectué en Ouganda pour soutenir l'agence d'exécution du projet dans la replantation des essais de variétés après une sécheresse prolongée en 2008 et 2009, qui a nécessité la replantation des essais cette année.

5. Évaluation des progrès techniques

La mise en œuvre d'un certain nombre d'activités a été retardée en Ouganda en raison du départ d'un membre du personnel et des longues distances entre les sites du projet qui exigent des ressources financières plus importantes. L'équipe, avec le soutien de l'AEP, essaie de mettre en œuvre les activités restantes pendant la période à venir. D'une manière générale, les activités progressent bien.

6. Effets sociaux et environnementaux de la mise en œuvre du projet

On espère que des variétés de caféiers résistantes à la rouille des feuilles et aux maladies du fruit du caféier seront identifiées par le projet, ce qui contribuera grandement à réduire la pollution due à certains fongicides utilisés pour lutter contre ces deux maladies. En outre, des fongicides de remplacement, notamment des produits végétaux respectueux de l'environnement, aideront à réduire les effets sur l'environnement. Les résultats du projet bénéficieront aux petits caféiculteurs en atténuant les pertes de récoltes causées par ces deux maladies.

7. Planification préalable de la mise en œuvre du projet

La mise en œuvre des activités se poursuit selon les plans de travail et les budgets pour 2009. En octobre, cinq scientifiques se rendront à l'Institut de recherche sur la rouille des feuilles du caféier (CIFC) au Portugal pour formation à la caractérisation des races de rouille des feuilles du caféier.

L'atelier de planification se tiendra les 19 et 20 novembre à Nairobi (Kenya) et sera organisé par la Fondation pour la recherche sur le café, agence d'exécution du projet au Kenya.

8. Enseignements tirés

L'Ouganda a souffert d'une sécheresse prolongée qui s'est traduite par la replantation des essais de variétés. Il est donc important de prévoir des fonds substantiels pour l'irrigation dans les pays sujets à la sécheresse.

9. Conclusions et recommandations

Le projet avance bien. Des résultats isolés ont montré qu'une sélection indienne (sélection 5A) a une certaine tolérance à la BBC au Kenya.

**ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LA MISE EN VALEUR DE
CULTURES DE DIVERSIFICATION DANS LES RÉGIONS DE CAFÉICULTURE**
CFC/ICO/30

1. Période du rapport : 1 janvier au 30 juin 2010

2. Évolution de l'exécution du projet

Composante 3 : Financement et appui à la mise en valeur de cultures de diversification

Activités	Objectifs	Situation actuelle	Observations
Activités 1, 2, 3			
Administrer des prêts renouvelables à partir du financement du CFC et sur la base du mécanisme de crédit élaboré.	Accroître les revenus des producteurs et réduire leur dépendance vis-à-vis de l'économie du café.	<p>En Côte d'Ivoire, des prêts ont été distribués à 327 producteurs pour un montant de 443 724USD ; 267 producteurs pour les cultures vivrières et 60 pour l'élevage.</p> <p>Au Burundi, 248 producteurs ont été financés pour la Saison B pour un montant de 85 520USD. Au total sur la saison A et la Saison B, les prêts distribués s'élèvent à 249 553USD pour 1086 producteurs.</p> <p>L'équipe de consultants a finalisé le manuel de procédures et le système informatique de gestion du crédit Revolving pour la Côte d'Ivoire et le Burundi. Le logiciel est disponible dans les deux pays et des formations complémentaires des utilisateurs seront nécessaires pour un meilleur usage.</p>	Les activités de diversification se déroulent sur le terrain.

Composante 4 : Financement et appui à la mise en valeur des marchés domestiques et externes pour les produits issus de la diversification

Activités	Objectifs	Situation actuelle	Observations
Activités 1, 2			
Déterminer les besoins en équipements et en entrepôts des producteurs.	Établir un cadre pour organiser et renforcer la commercialisation des produits en intégrant la collecte, le transport, le stockage et la transformation.	Dans les deux pays, les besoins de producteurs en équipements et en construction d'entrepôts ont été évalués. Le CFC a transféré 388 932USD pour la Côte d'Ivoire et 237 000USD pour le Burundi pour l'achat de ces équipements.	Les livraisons des équipements commandés sont en cours.

Composante 7 : Coordination, supervision et suivi du projet

Activités	Objectifs	Situation actuelle	Observations
Activité 7.4 à 7.6			
Préparer un programme de travail et un budget annuels. Suivre de près l'exécution du projet. Assurer la supervision annuelle par l'OIC.	Évaluer l'exécution des activités, et faire des recommandations.	Les programmes de travail et budgets annuels ont été élaborés et soumis au CFC. Du 26 au 31 mai 2010, le CFC et l'OIC ont fait l'évaluation à mi-parcours du projet en Côte d'Ivoire.	Le rapport de mission est disponible.

Activités 7.7 et 7.8			
Suivre l'exécution et les décaissements financiers par le CFC.	Mettre à la disposition du projet des ressources et évaluer l'utilisation.	Les demandes de fonds au CFC pour les réapprovisionnements, pour les équipements et pour les facilités de crédit Revolving ont été réalisées.	
Élaborer et soumettre des rapports sur l'état d'avancement au CFC et à l'OIC.	Rédiger des rapports techniques et financiers selon des procédures du CFC.	Les rapports techniques et financiers sont préparés et envoyés au CFC.	
	Auditer les activités et les états financiers du projet.	Des cabinets d'audit ont été sélectionnés dans le deux pays. Les rapports sont en cours.	

Les activités qui ont porté sur la distribution des prêts ont bien fonctionné dans les deux pays durant cette période : préparation des fiches de projets et de demandes de prêts de chaque producteur pour la banque, ouverture des comptes des bénéficiaires, signature de convention de participation avec les bénéficiaires, commande et distribution des intrants par le projet en collaboration avec le service de vulgarisation. Les banques d'intermédiation financières effectuent les prélèvements sur le compte des producteurs pour payer les fournisseurs d'intrants. Les frais de main d'œuvre sont décaissés par les bénéficiaires en fonction du calendrier cultural.

Au Burundi, les prêts de la saison B qui couvre la période de février à juin ont été distribués à 248 producteurs pour un montant 85 520USD.

3. Utilisation des ressources

De janvier à juin 2010, les prêts octroyés aux producteurs s'élèvent à 249 553USD pour le Burundi et à 443 724USD pour la Côte d'Ivoire. Les dépenses pour les équipements communautaires s'élèvent à 150 170USD pour le Burundi et à 233 989USD pour la Côte d'Ivoire. Les dépenses de fonctionnement sur le Don du CFC s'élèvent à 52 968USD au Burundi et à 39 898USD en Côte d'Ivoire. Les dépenses de contrepartie qui prennent en compte les salaires du personnel, les déplacements et autres coûts opérationnels s'élèvent à 130 200USD en Côte d'Ivoire et à 35 000USD au Burundi.

4. Gestion et coordination du projet

Suite à la restructuration de la filière café au Burundi, le Projet est sous la responsabilité de la nouvelle structure appelée Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi (ARFIC). Elle joue le rôle d'institution collaboratrice de l'ex-OCIBU dans le cadre de l'exécution du Projet.

En outre, dans les deux pays, les audits annuels des programmes d'activités et des états financiers du projet sur les périodes de janvier 2008 à décembre 2009 sont en cours.

5. Prochain programme

Le programme des prochains semestres sera la poursuite de l'encadrement des bénéficiaires sur le terrain, la mise en œuvre du système informatique de gestion du crédit, la transformation des produits de diversification, la commercialisation et le remboursement des prêts.

6. Conclusion

Dans les deux pays, les prêts ont été distribués à des producteurs selon le mécanisme mis en place. Le projet bénéficie du soutien des États.

LISTE DES ACRONYMES

AEP	Agences d'exécution des projets
ARFIC	Autorité de Régulation de la Filière Café (Burundi)
FCPB	Fonds commun pour les produits de bases
CCFCC	Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (Togo)
4C	Codes d'usages communs pour la communauté du café